

## Synthèse des interventions du colloque du Cnis sur la mesure de la transition écologique

Le colloque que le Cnis a organisé le 10 mai 2023, intitulé « Mesurer la transition écologique : perspectives économiques », a rassemblé 180 personnes à Bercy et a été suivi en vidéo en direct par plus de 200 personnes. Face à l'urgence écologique, l'objectif de cette journée était de faire le point sur les travaux statistiques en cours, sur les attentes des utilisateurs et autres parties prenantes et d'échanger sur les perspectives. Après une intervention introductive d'un « grand témoin », Pierre Veltz, trois sessions thématiques se sont succédé, animées par des responsables du SSP (Nicolas Carnot, Sylvain Moreau, Béatrice Sédillot), et une table ronde finale, animée par Xavier Timbeau, président de la commission Environnement et développement durable du Cnis, a discuté des enjeux transverses dans une approche prospective, avant la conclusion de Jean-Luc Tavernier. Les interventions réunissaient des producteurs du SSP, des experts de haut niveau, des utilisateurs ou acteurs concernés (publics, associatifs, privés, chercheurs...) et des échanges ont eu lieu avec les participants. La vidéo intégrale et les diaporamas du colloque sont en ligne sur [le site du Cnis](#).

L'explosion des données, publiques et privées, parfois participatives (recueillies dans le public) pose des questions d'arbitrage entre rigueur et vitesse, comme cela a été rappelé par Pierre Veltz, pour qui on n'a jamais été aussi proche d'une vision panoptique du monde social. Dans le monde d'avant on pouvait constituer une moyenne, alors qu'aujourd'hui tous les zooms deviennent possibles alors que le tableau d'ensemble devient de plus en plus flou ! Selon lui, les métriques traditionnelles du monde industriel (poids, volume, prix) sont de plus en plus décalées avec notre société hyper-industrielle. Les ressorts de la performance sont très mal appréhendés par les entreprises elles-mêmes. S'ajoutent les interdépendances internationales (exemple du PIB Irlandais avec la relocalisation d'actifs immatériels détenus par des multinationales, article publié dans *Economie et Statistique*). Il est nécessaire de revenir à la description du réel et aux mesures physiques, comme l'illustrent deux exemples : l'isolation des bâtiments (où l'on manque d'analyse sérieuse de l'impact que cela a effectivement sur les consommations des ménages, alors que les effets rebond commencent tout juste à être pris en compte) et l'usine verte (il faut transformer en même temps les produits, raisonner sur l'ensemble des chaînes de valeur, qui seraient elles-mêmes responsables de 5 à 15 % des GES). Il revient à la statistique publique de tout à la fois redevenir un enjeu de recherche (pour toujours mieux décrire le réel), être un enjeu de pédagogie vis-à-vis du grand public sur l'ampleur des transformations à l'œuvre, et construire une meilleure articulation, voire une hybridation entre données physiques et socio-économiques.

La première session (Indicateurs macroéconomiques pour la transition climatique) posait la question du lien entre activité économique et transition climatique et leurs mesures statistiques. Pour cela, la mesure plus fine des émissions de GES et de l'empreinte carbone des agents est une priorité, ainsi que les possibilités de croisement avec les données économiques. Les questions soulevées depuis le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009) ont été rappelées, notamment en matière de mesure du bien-être (ou suivi du niveau de vie courant) et à plus long terme celle de la soutenabilité de notre trajectoire (préserver le bien-être des générations futures). Une réponse serait fournie par le calcul d'un produit intérieur net ajusté des coûts climatiques et du retard par rapport à la trajectoire de décarbonation. La valorisation des dommages, délicate en pratique, est importante pour évaluer les coûts directs du changement climatique. L'incidence de la transition sur la mesure des prix a aussi été évoquée, ainsi que la répartition équitable de son coût, en tenant compte des diverses dimensions de l'hétérogénéité des ménages notamment. Il a été souligné depuis la salle la difficulté à analyser les inégalités à partir d'indicateurs simplement juxtaposés.

La session 2 (Adaptation des systèmes productif et financier) a souligné la difficulté de la mesure microéconomique de l'empreinte carbone et la nécessité de ne pas se contenter d'imputer des valeurs moyennes pour que cela soit incitatif pour une entreprise qui fait des efforts. Demander aux entreprises (et aussi aux administrations et associations) de publier des informations normalisées est une bonne voie, vers davantage d'intégration des informations économiques et financières et des données environnementales. Elles seront d'autant plus incitées à le faire qu'elles en tireront des informations utiles pour elles-mêmes. Avoir une vision des émissions directes émises par le chauffage des bâtiments sur les territoires (départements, communes...) est par exemple nécessaire pour estimer le coût de la rénovation des logements, données dont

on ne dispose pas localement. L'enjeu est d'être en capacité d'estimer les investissements nécessaires à cette échelle pour obtenir l'impact voulu et suivre la trajectoire dans le temps.

Si la qualité des données élémentaires obtenues des divers producteurs (laboratoires académiques, think tank, ONG, opérateurs...) est forcément limitée, leur large diffusion est importante pour toutes sortes d'usage, parfois à un niveau très fin de la nomenclature des produits ou des zones géographiques, et la statistique publique doit y contribuer. Les besoins sont importants, qu'il s'agisse de données mieux intégrées au plan international, avec une périodicité suffisante, parfois de nouvelles données pour estimer à un niveau plus désagrégé les investissements et modalités de financement. Il y a des bénéfices à accroître le reporting des entreprises et des investisseurs financiers sur le climat : plusieurs recherches menées au Royaume-Uni et aux Etats-Unis montrent que l'obligation de reporting climat va de pair avec une réduction des émissions de GES par les entreprises concernées. La discussion a souligné la délicate question de l'observation de la reconversion des emplois qui va nécessairement accompagner la transition et toucher pratiquement tous les secteurs. Or, la notion d'emploi vert évolue et n'est pas très opératoire aujourd'hui.

La session 3 consacrée aux « pratiques environnementales des ménages » a examiné ce sujet ainsi que les enjeux redistributifs des politiques de transition. Les perceptions de la population sont régulièrement mesurées dans des baromètres, comme le sentiment d'exposition au risque ou à la pollution, l'impact du tri sélectif, la disposition à moins prendre sa voiture au quotidien. Une meilleure éducation de la population aux questions environnementales permettrait de guider ses choix, d'infléchir durablement les comportements. Pour éclairer les décisions publiques et en évaluer les effets, de nouveaux indicateurs tels que les émissions de CO2 sont nécessaires à une échelle parfois très locale, en distinguant les ménages selon leur type d'habitat, leur taille, leur mode de transport et les moyens de transports collectifs existant autour d'eux, leur niveau de vie, leur type d'activité ou leur état de santé... car la dispersion est très grande, même au sein des déciles de revenu. Ainsi, par exemple, la statistique publique s'outille en accédant à de nouvelles données (celles des compteurs individuels d'énergie) pour estimer les gains en énergie et les gains en émission de GES d'une politique de rénovation des logements les moins bien isolés. La politique publique doit tenir compte de cette grande hétérogénéité, bien calibrer les effets redistributifs de ses actions pour garantir l'acceptabilité par la population des mesures prises, ce qui est plus difficile lorsque les efforts demandés sont importants, que les gains à en attendre sont lointains et que certaines situations offrent à court terme peu voire pas de choix.

La table ronde (la transition écologique : enjeu d'innovation pour la statistique publique) a mis en évidence que si le mouvement est lancé, si la statistique publique est attendue pour faire ce qui est dans ses missions et qu'elle fait déjà dans bien d'autres domaines, les besoins de données sont immenses et nécessiteront un déploiement croissant d'innovations pour fournir les éclairages attendus (plus vite, plus fin, spatialisé, plus explicatif, sur les flux mais aussi sur les stocks, en reliant le physique et le monétaire...) : le recours aux données privées permettra d'enrichir la connaissance sur la transition, et la qualité des données de gestion restera une préoccupation pour la statistique. D'autres types d'innovation pourront accompagner le mouvement, comme celui de donner un cadre comptable aux émissions de carbone, proposé par le collectif Carbones sur factures, qui fait le pari que ce type d'information (pour chaque produit, sur chaque facture, à côté du prix) rendra les gens capables d'agir et sera un puissant levier pour orienter leurs choix vers une économie plus verte.

Dans sa conclusion, Jean-Luc Tavernier a souligné la qualité du colloque et listé une série de défis posés par la transition écologique à la statistique publique, en soulignant que les mesures du changement climatique sont aujourd'hui mieux définies, par la métrique du carbone, que celles de la biodiversité par exemple ou de la pollution des milieux, plus difficiles à appréhender. Il a indiqué que le mouvement est en marche et mobilise déjà plusieurs services de la statistique publique, toute la palette des outils, tous les types de sources, des partenariats avec la recherche, avec les opérateurs, l'objectif étant de répondre à une demande croissante d'éclairage des politiques publiques et de leurs effets différenciés.